

Allemagne

IG Metall a-t-elle vraiment obtenu ce qu'elle recherchait ?

Christian DUFOUR

Après des mois de préparation psychologique et matérielle, IG Metall a lancé début mai une grève dans le secteur de la métallurgie et de l'électro-industrie. Pour quelques jours, les négociations ont cédé la place au conflit ouvert dans une Allemagne qui doute d'elle-même, de sa place dans la compétition économique, de son gouvernement et de sa capacité à redonner du travail à plus de quatre millions de chômeurs. Après une semaine de grèves, un compromis a été trouvé.

L'enjeu de la grève s'est focalisé sur le taux d'augmentation des salaires. Derrière cet enjeu, plusieurs autres sont cachés, peut-être plus décisifs que la hausse des salaires. Un enjeu économique de long terme d'abord, qui concerne le rôle des salaires dans le développement économique national ; un enjeu politique ensuite, avec le rôle de la grève dans une campagne pour les élections politiques de septembre déjà bien entamée ; un enjeu syndical en fin, avec la question des relations entre les différents syndicats du DGB et de la place d'IG Metall en leur sein.

Des salaires pour ou contre le développement de l'emploi et du PIB ?

La revendication de 6,5 % d'augmentation des salaires avancée par IG Metall au début des négociations était-elle un contre-sens économique ou une saine réaction dans une période de dépression économique ? Ce débat, en tant qu'il y a plusieurs dizaines d'années, a retrouvé une nouvelle actualité dans la dernière opposition frontale entre Gesamtmetall, la fédération des employeurs, et IG Metall.

La revendication de 6,5 % d'augmentation de salaire constituait un objectif mobilisateur pour la base, en même temps qu'elle posait aux décideurs politiques et économiques la question du rôle des salaires dans la politique économique et dans la promotion de l'emploi. Les salariés n'en veulent plus, affirmait le syndicat, d'accepter des augmentations modestes de salaires au justificatif que cela préserve l'emploi. Les chiffres du chômage augmentent sans cesse et ils concernent particulièrement les populations les plus vulnérables d'ouvriers. Ce faisant, IG Metall avait décidé de ne plus

ALLEMAGNE

voir que les effets néga-tifs de sa poli-tique passée de mo-destie sa-la-riale : le pou-voir d'achat des ouvriers stagne mal-gré leurs ponctions sur leurs comptes d'épargne pour main-tenir leur ni-veau de consom-mation, la de-mande in-té-rieure se traîne, les faillites d'entreprise se multiplient. IG Metall s'in-s-cri-vait ain-si en faux contre les analyses attribuant à la seule mauvaise conjonc-ture in-ter-na-tio-nale la fai-ble-ssede la situation économique intérieure al-le-mande. Elle pla-dait au con-traire pour une relance contra-cyclique par la consom-mation intérieure, accusant la faiblesse des salaires de contribuer à aggraver la crise plus qu'à la ré-soudre. L'exemple de la France était brandi pour illustrer que les pays qui ont emprunté la voie d'une pro-gres-sion du pou-voir d'achat des sa-lariés se sortent le mieux de la mauvaise conjoncture internationale.

Gesamtmetall pla-dait bien sûr en sens inverse. Selon elle, la répartition entre les sa-lai-res et les pro-fits n'a pas di-vergé au cours de ces dernières années, même si sui-vant les pha-ses, les uns ou les autres ont pu bé-né-fi-cier mo-men-tané-ment d'un avan-tage, et la baisse de la part des sa-lai-res dans les chiffres d'af-fai-res se-ra-it une illusion statistique¹. Elle met en ex-er-gue que 100 000 emplois ont été

créés au cours des sept dernières années dans la branche², et plus de 600 000 pla-ces seraient offertes sans trouver pre-neur³. L'or-ga-ni-sa-tion des employeurs re-pro-chait au syn-di-cat de for-mu-ler une de-mande d'augmentation disproportionnée avec les moyens réels de l'économie, ignorante de la phase concrète dans la-quelle se trouvait l'industrie allemande, fa-tale à la survie des en-tre-pri-ses les plus pe-ti-tes de la branche et donc à la sé-cu-ri-té de l'em-ploi de leurs sa-lariés. L'ap-pel à la grève en pleine phase de re-dé-mar-rage de la conjonc-ture éco-no-mi-que était aus-si sé-vère-ment condamné.

Dans cette dé-non-cia-tion de la grève et de la tactique de négociation, les em-ployeurs ont reçu le sou-tien des par-tis de gou-ver-ne-ment. Les ex-perts éco-no-mi-ques du parti so-cial-dé-mo-cra-te et des Verts se sont manifestés publiquement pour condamner la grève qu'ils ont qualifiée de « contraire à la reprise » et de « contre-pro-duc-tive ». IG Metall a as-sumé cette po-si-tion en flèche dans son ef-fort de pro-mou-voir une po-li-ti-que ma-cro-éco-no-mi-que dis-tan-ciée de l'or-tho-doxie gou-ver-ne-men-tale et pa-tro-nale. Les be-soins de mo-bi-li-sa-tion des mem-bres pla-daient pour cette manifestation d'originalité, en même temps que le syn-di-cat se dé-fen-dait

1. « Ta-ri-frunde 2002 - Sin-kende Lohn quote in der M+E-Industrie ist eine sta-tis-tisch er-zeugte Fata Morgana », www.Gesamtmetall.de.

2. IG Metall ne conteste pas ce chiffre, mais la période sur laquelle il est calculé. Le syndicat prétend qu'à compter d'août 2001 les pertes d'emploi enregistrées dans la branche ont petit à petit rattrapé les créations d'emploi nettes de chiffres peu significatifs.

3. Suivant Gesamtmetall, l'industrie de la métallurgie et de l'électro-technique emploie 3,6 millions de salariés, au sein de 22 529 établissements. 70 % de ces derniers emploient moins de 100 salariés, 27,5 % emploient de 100 à 1000 salariés, et 2,2 % emploient plus de 1 000 salariés. Gesamtmetall revendique l'adhésion de 6 252 entreprises, employant 2,1 millions de salariés.

4. IG Metall se demande à elle-même, dans son argumentaire présenté sur internet, si, à l'encontre de l'intérêt des salariés, elle menace la réélection du chancelier Schröder. Elle se propose la réponse suivante : « Le devoir des syndicats au cours d'une négociation tarifaire est de représenter les intérêts de ses membres, sans considération de la couleur des partis au gouvernement. Savoir si les résultats de la négociation servent le gouvernement (parce que les salariés sont satisfaits s'ils trouvent plus d'argent dans leur enveloppe de paie) ou le desservent, est sans conteste une pure spéculation ».

IG METALL A-T-ELLE OBTENU CE QU'ELLE RECHERCHAIT ?

mal de l'ac cu sa tion de mettre ain si en pé-
ril les chan ces po li ti ques du SPD⁴.

Le chan ce lier Schröder et le pacte pour l'em ploi, pre miè res vic ti mes du con flit ?

Ce tir groupé contre IG-Metall s'ex-
plique par tiel le ment par les cir cons tan ces
dans les quel les la né go cia tion et la grève
sont in ter venues.

Lorsque débutent les négociations
pour le re nou vel le ment de la conven tion
salariale, les enjeux politiques des élec-
tions législatives de septembre 2002 se
sont quelque peu éclaircis. L'opposition
chrétienne démocrate a décidé que son
candidat chancelier se rait le lea der de la
CSU, le mi nistre-pré si dent de la Ba vière,
Edmund Stoi ber. Il a été pré fé ré à la se-
cré taire gé né rale de la CDU, Ange la Mer-
kel. Elle a accom pli la tâche ingrate et
peu dis putée de sor tir le par ti de l'or nière
où l'avaient en foncé les scandales de la
fin de l'ère Kohl, mais une fois le net-
toyage domestique effectué, elle n'a pas
été jugée digne de mener la bataille
contre la majorité social-démocrate.
E. Stoi ber passe pour un plus fin tech-
nicien de la po li tique et de l'éco nomie et il
dirige une Bavière qui se veut en bonne
santé économique grâce à une politique
d'inspiration plutôt libérale. Moins ap-
pré cié que le chan ce lier Schröder, il se re-
trouve à la tête d'une coalition
CDU-CSU/FDP en forte progression
dans les son da ges pré é lec to raux. Le gou-
ver ne ment ac tuel s'en tend sur tout re pro-
cher d'avoir fait de l'Alle magne pros père
qu'il a trou vée la lan terne rouge de l'Eu-
rope économique. La grève apparaît en
ou tre comme un échec de l'un des fleu-
rons dont pouvait se parer le gouverne-
ment de Berlin : le pacte pour l'emploi
(*Bündnis für Arbeit*).

Lancée le 7 dé cembre 1998, cette ini-
tia tive po li tique consiste en consul ta tions
ré gu liè res entre le gou ver ne ment et les in-
ter lo cu teurs so ciaux, soit au ni veau fé dé-
ral soit à des niveaux décentralisés. Elle
voulait mettre au centre de la politique
éco no mique la lutte contre le chô mage .
En réa li té, cette po li tique d'échan ges dé-
pas sion nés entre re pré sen tants au som met
a ac com pa gné une longue pé riode d'aug-
men ta tion du chô mage. Elle est flanquée
d'une modé ration sa lariale dont la plu part
des syndicats ne défendent plus au-
jourd'hui les fondements, au moins de-
vant leurs adhérents. Objet de nombreux
colloques mais peu transparente, déce-
vante en permanence mais poursuivie
avec cons tance, peu li sible par les ba ses
syn di ca les, elle a in clus les or ga ni sa tions
syn di ca les dans ce qui s'est avé ré une po-
litique de laissez-faire économique. Les
scandales qui ont affecté le service de
l'em ploi au dé but de 2002 (*Bundesanstalt
für Arbeit*) ont sans doute beau coup plus
mar qué les es prits à la base que les sub ti-
li tés du pacte pour l'em ploi.

En avan çant la re ven di ca tion de 6,5 %
d'augmentation de salaire puis en la dé-
fendant par la grève, IG Me tall ne prend
pas explicitement la responsabilité de
mettre un terme au processus du pacte.
Mais elle signifie par ses revendications
et ses modes d'action que la modération
salariale des pré cé dentes né go cia tions ne
la satisfait plus, en particulier parce
qu'elle n'a pas apporté les créations
d'em ploi atten dues. Elle laisse *de fac to* en
plan le chancelier au début de sa cam-
pagne élec to rale. Syn di ca le ment, IG Me-
tall n'est pas isolée dans cette démarche.
La fédé ration Ver.di (services publics et
privés, banques, transports, media...) a
organisé des manifestations de solidarité
avec les grè ves de IG Me tall, no tam ment

ALLEMAGNE

à Berlin, où son président a explicité le discours commun à propos de la tactique salariale : « Cette politique salariale a échoué ; à cette politique salariale nous tournons le dos...une demande salariale plus élevée constitue un impératif de bon sens macro-économique (*ein Gebot gesamtwirtschaftlicher Vernunft*) ».

La rupture avec la dé marche gouvernementale s'ex plique aus si par des im pé ra tifs in ter nes aux syn di cats. Les lea ders syndicaux se sentent d'autant moins en état de ré sis ter aux de man des d'aug men tations plus gé né reu ses qui éma nent de la base qu'ils n'ont rien à montrer de tan gible à leurs ad hé rents pour jus ti fier l'an ci enne po li tique. Tous les sec teurs ne sont pas menacés par la dés in dustri a li sa tion, la concurrence in ter na tio nale ou les dé lo ca li sa tions. Et il ne manque pas d'im plan tations solides, capables de se faire respecter au sein de leur fédé ration, qui sont ins tal lées dans des en tre pri ses flo ris santes . Celles-ci en particulier de man dent à être impliquées dans des actions plus di rec tes et plus vi gou reu ses. La sta gna tion si non le re cul des ef fec tifs d'ad hé rents poussent à une plus grande visibilité et généralité de l'action syndi cale. IG Metall, ou au moins une partie d'IG Metall ra di ca li se ses po si tions et ses analyses de la situation économique gé né rale. Cela explique sans doute pour quoi, après des prises de contact prudentes et multiples, IG Metall a appelé au début de 2002 ses adhé rents et ses unions locales (*Verwaltungstellen*) à re joindre les rangs d'ATTAC , en premier lieu pour ses po si tions hos ti les à la glo ba li sa tion sous le mo dèle ca pi ta li ste.

Les tac ti ques d'une grève très stratégique

« IG Metall veut à tout prix faire la grève ». Ce que Ge samt me tall lui in flige comme un reproche au début du prin temps 2002, le syn di cat au rait sans doute pu l'accepter comme consigne stra té gique à l'adresse de ses cadres. A plu sieurs titres, IG Metall avait besoin de faire grève.

La grève flexi bi lisée, mais très cen tra lisée

Pour le pre mier exer cice gré viste de puis 1995, les instances d'IG Metall avaient mis au point le concept de « grève flexible ». Cette tactique consiste à dé clencher des grèves d'une seule journée dans des établissements qui changent d'un jour à l'autre, sans avertissement préa lable. Elle a l'avan tage de ne pas lais ser le temps aux em ployeurs de s'or ga ni ser et de ne pas provoquer de manques du ra bles de biens en aval . Elle a l'in con vé nient par contre de ne pas être né ces sa ire ment très sensible sur les chiffres d'affai res des en tre pri ses mises à l'arrêt et d'exi ger un ni veau de dis ci pline élevé des sa la riés au dé mar rage et à l'ar rêt des hos ti lité s locales. Mais plus que l'effet propre ment éco no mique, IG-Me tall vi sait un effet de dé mons tra tion de la pro fon deur et de l'am pleur du mé con ten te ment. Le vote préa lable des adhé rents, qui accepte le prin cipe de la grève, donne déjà une mesure de l'am pleur de la demande gré viste : le scru tin a fait le plein de vo tants (96,2 %) et de voix fa vo ra bles à l'ar rêt de travail (90,04 %). Il fallait donc que le plus grand nombre pos sible de mem bres soit partie pre nante. La grève flexible permet justement de mettre en mouvement un plus grand nombre de sa la riés sur des sites dissé minés, et elle est moins re bu tante pour les employés, ré ticents à des grèves de longue durée mais prêts à

IG METALL A-T-ELLE OBTENU CE QU'ELLE RECHERCHAIT ?

rendre visible leur mécontentement. Elle évite néanmoins de gaspiller des forces nécessaires dans l'éventualité d'un conflit qui se prolonge. Pour décider des lieux touchés par la grève, la centrale des métallurgistes a mis au point un logiciel capable de répartir les effets des arrêts de travail d'un établissement sur ceux qui en dépendent (Arkis, pour *Arbeits-KampfinformationsSystem*). Elle s'entoure surtout des avis des membres des *Betriebsräte* concernés et de ses nombreux permanents régionaux, qui doutent des capacités réelles de Arkis.

Commencée dans le sud-ouest riche de l'Allemagne après le premier mai, la grève s'est ensuite déplacée vers Berlin et le Land du Brandebourg, ancienne région de l'Est périphérique à la nouvelle capitale fédérale, à compter du 13 mai. Ce déplacement vers l'Est, son niveau de chômage élevé, ses salaires médiocres, ses salaires déshabitués de la politique syndicale, a été considéré comme une provocation de la part de *Gesamtmetall* qui souffre de graves déficits organisationnels dans les nouveaux Länder et a du mal à faire passer sa politique salariale au près des entreprises de l'Est. Mais là aussi, sinon là surtout, IG Metall doit donner de l'étoffe à son implantation, et elle pouvait plaider qu'après tout l'adhésion des employeurs à l'organisation patronale procède souvent d'un réflexe anti-grève de leur part.

Une grève de prééminence et de divergences syndicales ?

Lorsque la grève est déclenchée, début mai, les employeurs ont déjà signalé qu'ils étaient prêts à accorder une augmentation de salaire de 3,3 % sur treize mois. Cette proposition n'était pas faite pour être acceptée. Après plusieurs

rounds de négociation le temps de la grève était venu. Dans leur négociation, les interlocuteurs de la chimie avaient peu de semaines auparavant conclu sur une augmentation de 3,6 %. L'offre inférieure avancée par Gesamtmetall ne pouvait qu'exciter l'envie de son vis-à-vis d'endécoudre. IG Metall se bat en effet aussi pour défendre sa position de syndicat pilote dans les négociations nationales : le fait qu'IG BCE ait signé un accord de ce niveau en pleine négociation de la métallurgie signalait déjà une discordance intra-syndicale que les métallurgistes se voient d'autant plus de relever que plusieurs autres négociations sectorielles sont en cours au début du mois de mai 2002. Sur le moment, IG Metall s'est contentée d'expliquer à ses militants que la conjonction dans la chimie justifie les résultats de sa négociation, mais que la situation dans la métallurgie était différente. Se fondant sur la reprise américaine et la demande qui en émane traditionnellement, IG Metall prévoit en effet que le retournement de conjoncture est en cours.

Pour combien de points de retard la virgule a-t-on fait grève ?

Les employeurs n'ont pas attendu longtemps que les grèves se développent pour revenir à la table de négociation. Ils savaient suffisamment qu'IG Metall ne pouvait que se renforcer dans les délais de grève raisonnable qu'ils ne souhaitaient pas dépasser. Dans la journée du 13 mai, des contacts informels étaient pris dans la région « matrice » du Bade-Wurtemberg, et le 14 au matin une rencontre nouvelle était annoncée pour le lendemain. Les négociateurs ont fait part de leur accord le 15. Il porte sur une période de vingt-deux mois, ce qui signifie

ALLEMAGNE

Tableau : Les grèves dans la métallurgie de puis 1954 en Allemagne

Année	Nombre de jours	Nombre de participants	Motif	Résultat
1995	11	22 000 G	Salaires	3,6 %
1993	14	27 300 G	Dénonciation de l'accord d'égalité des salaires à l'Est par les employeurs	Egalisation en 1996
1984	49	57 500 G 155 000 L	35 heures	38,5 heures
1978	21	85 000 G 177 000 L	Salaires, classifications	Main tien des revenus
1973	9	555 000 G	Congés maladie	Obtenus
1971	21	112 400 G 126 700 L	Salaires	180 DM et 7,5 %
1963	14	119 000 G	Salaires	5 % et 2 % en 1964
1956/57	112	34 000 G	Main tien des salaires en cas de maladie	90 % du net
1954	18	98 200 G	Salaires	5 à 7 %

qu'une nouvelle négociation n'aura pas lieu avant le début de 2004. Les résultats sont moins clairs qu'un non-cés-officiellement et vont prêter à interprétation sur leur qualité.

En mai 2002, une prime uniforme et non-reconduite de 120 € est versée à tous les salariés, qui justifie qu'aucun changement n'intervienne sur les quatre premiers salaires mensuels de l'année. De juin 2002 à mai 2003, les salaires augmentent de 4 % ; de juin 2003 à décembre 2003, de 3,1 %. Mais cela ne se traduit pas par des augmentations individuelles de ces montants. Ces évolutions se font sur une double base : d'une part, au 1^{er} juin 2002, les salaires augmenteront de 3,1 % et, au 1^{er} juin 2003, ils augmenteront de 2,6 %. D'autre part, les 0,9 % et 0,5 % restants servent à financer les reclassements induits par la nouvelle grille de classification unifiée des ouvriers et des employés, ERA, longuement négociée et finalement scellée en avril 2002

(*Entgeltrahmenabkommen für Arbeiter und Angestellte*).

Ce résultat permet de satisfaire IG Metall, qui atteint la barre symbolique des 4 %. La revendication de départ était de 6,5 % plus la grille unique, sans qu'il soit clair si les coûts de l'ERA étaient dans ou hors des 6,5 % : le résultat est 4 %, dont ERA. Il faut suivre avec attention les réactions des salariés des entreprises les plus prospères – et souvent les plus syndiquées du sud-ouest de l'Allemagne – pour qui la revendication de 6,5 % plus la grille unique était déjà un compromis. Mais pour eux la mise en place de l'ERA peut ouvrir un espace de négociation local. Gesamtmetall souligne qu'en termes de coûts, le 4 ne se retrouve ni en 2002 ni en 2003. Pour les entreprises, cela signifie, selon Gesamtmetall, qu'en 2002 les coûts salariaux augmenteront de 3,46 %, et qu'en 2003 ils augmenteront de 3,1 %. Dans le Bade-Wurtemberg, où le taux de chômage est très bas et les entreprises solidaires, cela ne

IG METALL A-T-ELLE OBTENU CE QU'ELLE RECHERCHAIT ?

leur pose guère de problème. L'accord pourrait être plus difficile à « vendre » dans certaines des autres régions tarifaires .

Pas de quoi se féliciter sans nuance

Les montants des augmentations financières ne sont pas exorbitants, sur tout si l'on prend la chimie en point de référence. IG Metall s'est adressé à elle-même et à son entourage la preuve de sa capacité à mobiliser ses troupes. Mais dans les phases antérieures de son histoire, IG Metall pouvait tirer un bilan positif de ses actes de mobilisation grévistes, qui contraignaient plus ou moins le parti social-démocrate à réaffirmer son alliance avec le syndicat le plus puissant du monde. Le paternalisme entre les revendications ouvrières et le sens du bien-être et du progrès social ne faisait pas de doute. Pour la première fois de puis longtemps, la grève est survenue en période de gouvernement social-démocrate. Et les intérêts du gouvernement et du parti social-démocrate semblent avoir sensiblement divergé, même si les résultats finaux respectent les grands équilibres économiques défendus par le gouvernement. Pour la première fois aussi la grève a été menée sans la surveillance tutélaire et familière de la Bundesbank, mais sous le regard plus généraliste de la Banque centrale européenne.

Plusieurs tests permettront de donner sens aux résultats de cette négociation

D'abord, plusieurs négociations vont se dérouler dans les temps qui suivent, qui vont plus ou moins prendre appui sur les résultats d'IG Metall. Dans l'imprimerie, un premier round de négociation a

échoué début mai, et des grèves d'avertissement ont eu lieu, qui ont empêché la parution de quotidiens : les syndicats demandaient 6,5 % au départ, mais s'étaient rabattus au 7 mai sur une proposition de 4 %. Dans le commerce de gros et de détail, une négociation prévue pour début mai a été repoussée à début juin, dans l'attente des résultats des autres secteurs, alors que les employeurs proposaient 1,7 % pour 24 mois puis 2 % pour 2004. Dans le bâtiment, une procédure de médiation était en cours, avec une demande de 4,5 % de la part des syndicats accompagnée d'une égalité de salaire entre l'Est et l'Ouest.

Ensuite, les employeurs ont prévenu qu'ils régleraient des comptes avec les syndicats au sein du pacte pour l'emploi, en exigeant que la question des niveaux de rémunération soit une partie explicite du pacte, et plus seulement un sous-entendu. Cette menace perd une partie de son sens du fait de la relative modération du résultat obtenu. Il faudra suivre plus tard les effets des divergences entre syndicats, qui ont vu Ver.di et IG Metall se coaliser sur une ligne non seulement commune mais divergente de celle tenue jusqu'ici avec la fédération de la chimie IG BCE et la confédération au sein du *Bündnis für Arbeit*. Les deux mamouths syndicaux montrent qu'ils peuvent mener de conserve une politique qui n'a pas besoin de l'aval du reste des organisations membres du DGB, et encore moins du DGB lui-même.

La négociation s'est aussi déroulée alors qu'IG Metall s'interroge sur son avenir au quel il consacre une série de rencontres et de débats. Les réactions des membres et des non-membres à ce dernier épisode de la vie syndicale seront sans doute versées au dossier. En son

ALLEMAGNE

sein, les tensions internes qui en tournaient cette négociation et sa stratégie n'étaient pas tout à fait masquées. Klaus Zwickel, son président, doit être remplacé en 2003. Les forces qui s'affrontent pour préparer cette succession se sont aussi repérées dans leurs politiques salariales.

Une dernière interrogation peut être soulevée : celle du lien qui entretient cette négociation avec les principes formulés par la Fédération européenne de la métallurgie pour une coordination des négociations menées au niveau national. Symptomatiquement, le site d'IG Metall ne comporte aucune allusion à la politique salariale de la FEM ni à ses tentatives de coordination. Tous les arguments avancés et les évaluations présentées se fondent sur des critères strictement intérieurs allemands. La norme que se sont donnée les syndicats de métallurgistes d'aboutir à des augmentations de salaire correspondant à l'inflation plus les gains de productivité pour éviter une concurrence par les salaires ne semble pas exercer un rôle explicitement reconnu.

Sources :

www.fgesamtmetall.de

www.igmetall.de

Süddeutsche Zeitung, Frankfurter Rundschau.

IG METALLA-T-ELLE OBTENUCE QU'ELLE RECHERCHAIT ?